

moneta

Le journal pour
un usage différent
de l'argent
#2-2015



LIMITES

Une monnaie pour dix-neuf Etats: la zone euro en perte d'équilibre. **6**

Un flot illimité: la BCE inonde les marchés financiers de 60 milliards par mois. **8**

Soins palliatifs: la meilleure qualité de vie possible jusqu'à la fin. **12**





Sommaire

DOSSIER: LIMITES

- 5 **Chronique:**
Elle fait comme si...
- 6 **La zone euro**
en perte d'équilibre
- 8 **Un flot d'argent illimité**
- 10 **Chronique: Mettons le holà**
aux populistes de droite!
- 11 **Droits humains**
sans frontières
- 12 **Soins palliatifs**
pour la fin de vie
- 13 **Les limites**
de la connaissance
- 15 **Mesurer l'efficacité sociale**
- 16 **A l'étroit depuis 200 ans**

LES PAGES DE LA BAS

- 18 **Aller simple pour l'intégration**
- 19 **Du nouveau au Seminarhotel**
Möschberg
- 19 **Comité d'investissement durable**
- 20 **Bon anniversaire à la BAS!**

LE PAGINE DELLA BAS

- 22 **Buon anniversario alla BAS!**

EN PERSONNE

- 24 **A la recherche**
des bornes perdues

LIMITES

Texte: Cathy Savioz
Photo: màd



moneta se focalise sur les frontières qui existent encore dans bien des domaines, bien que pour les citoyen-ne-s d'aujourd'hui, en Suisse, le passage de la frontière ait perdu de son intensité. En voiture, un ralentissement marque encore le passage de la douane. Dans les gares frontières comme Bâle, Genève ou Chiasso, il faut parfois changer

de quai, mais les douaniers sont souvent invisibles. Quant aux excursions en bateau sur le lac Léman ou le lac de Constance, rien ne vient troubler la brise légère.

Dans de nombreuses régions, la frontière est plus un aimant qu'une séparation. Dans la région de Genève seulement, 500 000 passages de frontière sont effectués chaque jour. Il en va de même au Tessin, en Suisse orientale, à Bâle, où l'économie fonctionne grâce aux forces d'outre-frontière. L'horlogerie jurassienne tout comme le tourisme grison seraient paralysés sans les travailleurs et travailleuses de l'étranger.

Pourtant, dans mon quotidien, il reste encore un lieu où la frontière surgit fraîche à chaque quinzaine.

Je cultive un jardin familial en ville, dans un sympathique petit lotissement de vingt jardinets et autant de chalets miniatures. Un chemin herbeux sépare les parcelles, plus riches les unes que les autres. Pourtant, quand mon voisin tond la pelouse sur l'étroit chemin, il ne tond que la partie de gauche, laissant la partie de droite à la folie des herbes. Et cheminant sur la frontière ainsi tracée, je me demande s'il a voulu économiser les couteaux de la tondeuse ou s'il a tracé une limite. Mais une limite de quoi? De la pelouse parfaite, de l'absence d'espace commun, de sa patience? L'intention ne m'est pas très claire. Heureusement, pour les limaces le doute n'existe pas: elles ravagent les salades sans frontières.

moneta Le journal pour un usage différent de l'argent #2-2015

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et est envoyé gratuitement aux client-e-s de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA **Rédaction** Bärbel Bohr, René Hornung, Simon Rindlisbacher, Cathy Savioz, Anna Sax, Dominique A. Zimmermann **Traduction** Sylvain Pichon, Mediamix.3 Sagl **Annonces** Bruno Bisang **Graphisme, illustrations** Clerici Partner Design, Zurich **Photo de couverture** Regula Schaffer **Impression** ROPRESS Genossenschaft, Zurich **Papier**, 100 % papier recyclé **Adresse** Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch **Abonnements** annuel Fr. 20.-, soutien Fr. 50.- **Tirage de cette édition** 7600 exemplaires **Encarts** Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Si vous déménagez et que vous êtes client-e de notre banque, veuillez communiquer votre nouvelle adresse par écrit ou via le système d'e-banking.

Pour le climat

Avant la Conférence de Paris sur le climat en décembre 2015, deux événements visent à mobiliser le bassin lémanique pour éviter le dérèglement climatique. Entre le 8 et le 10 juillet, le tour Alternatiba fera halte à Genève: cette caravane ralliant Bayonne à Paris jusqu'en septembre est constituée de vélos à trois ou quatre places, symbole de transition énergétique et de solidarité. Et en septembre, Alternatiba Léman organisera un festival à Genève-Plainpalais. Deux événements qui devraient fonder un sentiment d'appartenance pour une collectivité transfrontalière aux objectifs communs. <http://alternatiba.eu/leman>

Cinéma solaire

Le Cinéma Sud d'Helvetas accomplira sa tournée suisse cet été, et cela pour la cinquième fois. Le matériel est transporté avec deux vélos et des remorques. Les panneaux solaires mobiles produisent de l'électricité pendant la journée et celle-ci sert à illuminer la toile le soir. Des films de tout l'hémisphère Sud seront projetés en Suisse romande et alémanique. www.cinemasud.ch

Avion recyclable

Human'Air soutient des projets humanitaires par les airs, généralement au moyen d'avions ultralégers pouvant décoller et atterrir même sur des terrains accidentés et des pistes courtes. L'association a décidé de donner un signal fort en faveur de l'écologie: elle veut concevoir un aéronef composé intégralement de matériaux recyclables et respectueux de l'environnement. Il doit également être d'une construction si simple qu'on pourra le réparer avec du matériel disponible dans les pays en développement. www.human-air.net > Ecolight

Expérience limite

Où est la frontière entre terrain public et privé? La question a inspiré le photographe Giacomo Bianchetti. Il a posé son appareil sur les limites de propriété des vingt plus grandes sociétés suisses et en a photographié les portails. Ce qui a souvent donné lieu à des altercations avec le personnel de sécurité. Les procès-verbaux montrent comment certaines entreprises peuvent redouter qu'une photo inoffensive nuise à leur image.



Giacomo Bianchetti, *Can I?*, multilingue, Editions Haus am Gern, 2014, 27 francs.



Flux financiers criminels

Avec près de mille milliards de dollars, la fuite de capitaux en provenance de pays en développement et émergents a atteint un niveau record. L'argent est issu du trafic de drogue, de transactions commerciales frauduleuses, de la corruption ou de l'évasion fiscale. Autant de moyens qui manquent aux Etats pour investir dans la santé, la formation et les infrastructures. Mesuré au produit intérieur brut, l'essentiel de ces sommes illégales provient des pays d'Afrique subsaharienne. De plus, en Afrique, 65 pour cent de ces capitaux aboutissent sur le compte de grandes sociétés. La somme de l'argent sale dépasse celle de l'aide au développement et des investissements directs étrangers réunis. Sources: *Global Financial Integrity; Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)*

Privatisations à hautes doses

Le gouvernement conservateur britannique privatise avec assiduité. Il espère ainsi réduire les coûts tout en améliorant les prestations. En mars, le Service national de santé (NHS) a annoncé le plus grand accord de privatisation conclu à ce jour: des services ambulatoires seront cédés pour 780 millions de livres sterling à onze entreprises privées. L'une d'elles est le groupe d'établissements hospitaliers Circle. Celui-ci avait repris l'hôpital Hinchingsbrooke de Cambridge à la NHS en 2012, mais a dû le restituer à l'Etat en 2014, après que la commission de surveillance eut constaté des lacunes de qualité.

Source: «*The Guardian*», 12 mars 2015



Eventuellement imposable

Deux pays taxent les revenus de leurs citoyennes et citoyens vivant à l'étranger: l'Erythrée et les Etats-Unis. Ces derniers mettent beaucoup de zèle à traquer les contribuables potentiels et à les prier de passer à la caisse. Ils comptent pour cela sur le soutien d'environ 77 000 banques du monde entier, qui déterminent pour toute nouvelle relation bancaire si elle est soumise ou non aux impôts étasuniens. Cela inclut, depuis peu, les entreprises et associations. Un formulaire de neuf pages en anglais, conçu par l'administration fiscale américaine, attend toute personne physique ou morale éventuellement imposable aux Etats-Unis, qu'il s'agisse de l'association des boulistes du Peu-Péquignot ou d'une grande organisation

Elle fait comme si...

Jürg Odermatt

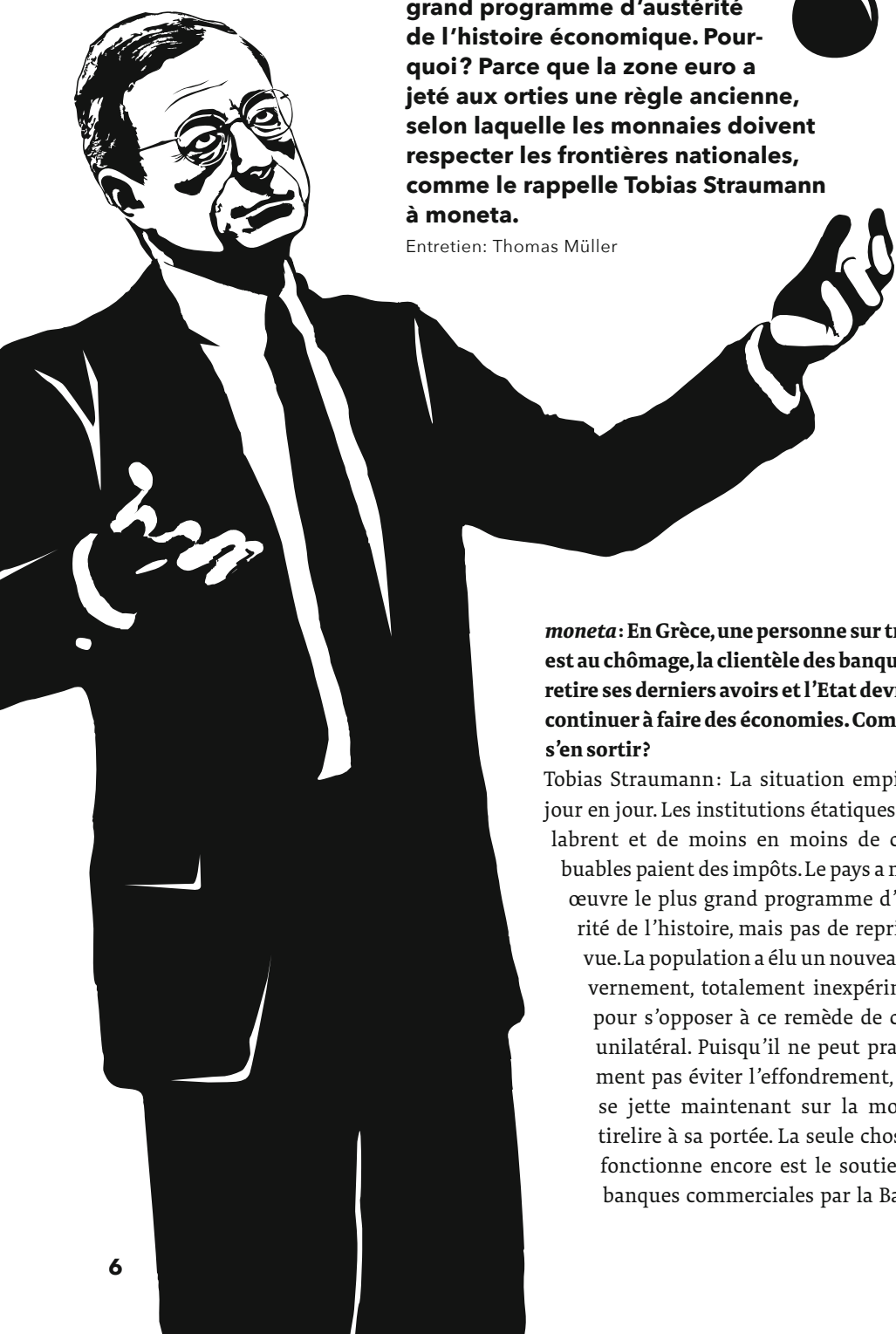
J'ai grandi près de la frontière, à Schaffhouse. Voilà peut-être pourquoi j'ai toujours aimé les villes frontalières, les lieux où les cultures se mélangent, les endroits où l'on ressent que les démarcations sont arbitraires. Les Schaffhousoises et les Schaffhousois se rendent très vite compte qu'à deux kilomètres plus au nord, les gens parlent et vivent à peu près comme elles et eux. C'est un peu paradoxal: la frontière est là et, en même temps, elle n'existe pas. Elle fait seulement comme si elle voulait que les choses soient claires: quand des escadrons de bombardiers de l'armée étasunienne se sont mal orientés le long des rives du Rhin, le 1^{er} avril 1944, ils croyaient que le fleuve marquait la frontière entre l'Allemagne nazie et la Confédération suisse. Les choses n'étaient pas aussi claires, Schaffhouse se trouvant sur le «mauvais» côté du Rhin...

La Méditerranée marque aujourd'hui une frontière. Telle une douve gigantesque, elle tient les gens à distance de l'Europe. Mais cette limite définie par l'UE est, elle aussi, arbitraire. Parce qu'autour de la Méditerranée, les personnes mangent la même chose, jouent la même musique, construisent les mêmes maisons, entretiennent des échanges commerciaux depuis des millénaires. La frontière est arbitraire. Elle est un acte administratif dont les conséquences peuvent être (trop) facilement réglées politiquement. Et la frontière est barbare. Elle fait seulement comme si elle voulait que les choses soient claires: il y a les passeurs avec leurs stratégies, les dispositifs de vision nocturne, les filières qui ne cessent de changer, les gens qui aident les migrantes et les migrants, les camps pleins à craquer, les xénophobes, les navires de guerre patrouillant au large des côtes, les séances de commissions de l'UE, les canots pneumatiques, les politiciennes et politiciens qui qualifient de «folie» l'accueil de personnes démunies, les couvertures de survie toutes brillantes et les gants en latex bleu. Il existe des plans pour détruire les bateaux des passeurs au moyen de drones, des visages graves lors des funérailles, des chaussures de sport échouées, des cadavres, des personnes disparues, beaucoup d'espoir et autant de désespoir. La frontière existe et, en même temps, elle n'existe pas. Elle fait seulement comme si elle voulait que les choses soient claires. Elle est dans les têtes et elle nous rend dingues.

● La zone euro en perte d'équilibre

L'Allemagne est en plein essor tandis que le sud de l'Europe souffre de privations. La Grèce se trouve au bord de la faillite, bien qu'elle ait subi ce qui est probablement le plus grand programme d'austérité de l'histoire économique. Pourquoi? Parce que la zone euro a jeté aux orties une règle ancienne, selon laquelle les monnaies doivent respecter les frontières nationales, comme le rappelle Tobias Straumann à moneta.

Entretien: Thomas Müller



centrale européenne. On entend souvent dire que le fardeau de la dette serait le plus grand problème du pays. Je vois la situation différemment. Le problème principal est que la Grèce ne peut pas se développer, car elle est dépassée par l'Union monétaire européenne. L'euro est trop fort pour elle.

Le pays voisin, la Turquie, se développe avec insouciance. Comment est-ce possible?

Il s'y produit une crise financière tous les dix ans environ, ensuite de quoi une partie de la dette est radiée, la lire turque dévaluée, et le pays peut de nouveau proposer des prix concurrentiels sur le marché international. D'où un nouvel essor. Les choses se passaient aussi comme cela en Grèce jusqu'en 2002, date de l'introduction de l'euro. Même si de telles dévaluations causaient des cycles brutaux, l'économie repartait rapidement. Idem pour le Portugal, l'Espagne et l'Italie. La dévaluation n'est pas vraiment une bonne mesure, mais elle contribue à éviter une spirale à la baisse comme celle de la Grèce, actuellement coincée dans le carcan de l'euro. La consommation intérieure s'est complètement effondrée, l'Etat est en quasi-banqueroute, les prix à l'exportation ne sont pas compétitifs à cause de la vigueur de l'euro.

moneta: En Grèce, une personne sur trois est au chômage, la clientèle des banques retire ses derniers avoirs et l'Etat devrait continuer à faire des économies. Comment s'en sortir?

Tobias Straumann: La situation empire de jour en jour. Les institutions étatiques se délabrent et de moins en moins de contribuables paient des impôts. Le pays a mis en œuvre le plus grand programme d'austérité de l'histoire, mais pas de reprise en vue. La population a élu un nouveau gouvernement, totalement inexpérimenté, pour s'opposer à ce remède de cheval unilatéral. Puisqu'il ne peut pratiquement pas éviter l'effondrement, l'Etat se jette maintenant sur la moindre tirelire à sa portée. La seule chose qui fonctionne encore est le soutien des banques commerciales par la Banque

Le pire n'est-il pas derrière, pour la Grèce? Ne pourra-t-elle pas récolter des fruits d'ici deux ou trois ans?

Le pays a déjà économisé beaucoup, mais il devrait faire encore davantage. Sur le plan intérieur, les choses sont claires depuis un moment: la population refuse de supporter cela deux ou trois années de plus. Une dévaluation apporte au moins une pause: le problème est résolu, on sait que la drachme est au tapis, mais on avance. Cela fait rapidement renaître la confiance. Alors qu'en restant dans la zone euro, on ignore ce qui va se passer sur le plan politique. Une telle incertitude freine les investissements.

Il n'y a rien de nouveau au fait qu'une monnaie couvre des zones géographiques aux capacités économiques fortement différentes. Au XIX^e siècle déjà, l'Union monétaire incluait une grande part de l'Europe.

Attendez, il y a des différences. Les monnaies avaient jusqu'alors toujours un lien avec les frontières nationales. Ce qui signifie : d'abord l'intégration politique, ensuite la monnaie commune. Les pays qui voulaient collaborer au-delà de leurs frontières ont créé une union monétaire. Dans ce cas, chaque pays conserve sa monnaie et l'on ne fixe qu'un taux de change. Voilà comment a fonctionné l'Union monétaire latine dès 1865. Le franc français, le franc belge, la lire italienne et le franc suisse ont continué à exister, mais le rapport d'échange a été fixé de manière contraignante au-dessus de la teneur en or et en argent prescrite. L'exemple le plus connu d'une union monétaire est le système de Bretton Woods, sur la base duquel le dollar étasunien a été la monnaie de référence pour quarante-trois autres pays à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Après l'effondrement de ce système, une nouvelle union a vu le jour en Europe, en 1973. Chaque pays y conservait sa propre monnaie, mais avec des taux de change fixes. Cela a commencé avec huit Etats ; d'autres sont venus rejoindre l'Union et d'autres l'ont quittée pour un certain temps.

Il s'agissait donc d'un lien temporaire ?

On pouvait entrer dans l'Union monétaire ou en sortir. Un pays qui suivait une politique économique différente était automatiquement exclu. Il ne pouvait donc plus se conformer au taux de change convenu. Voilà la collaboration classique. Mais l'euro est un projet complètement nouveau, sans précédent : les pays restent distincts, mais ils ont une monnaie commune. L'union monétaire de l'euro ne prévoit aucune possibilité de retour. Nous ignorons si cela se produira.

Pour les pays les plus faibles de la zone euro, la monnaie est trop forte et ils en souffrent. Des moteurs économiques profitent au contraire de l'euro, comme l'Allemagne. Dans sa situation, la monnaie est agréablement faible et dope ses exportations.

Dans l'idéal, les pays forts favorisés par la monnaie unique devraient redistribuer quelque chose aux pays plus faibles. Nous le faisons, en Suisse, avec la péréquation financière entre les cantons. Les Etats-Unis aussi

appliquent une compensation, avec un système un peu différent toutefois. Par exemple, le Nevada connaît une effroyable crise du logement et un taux de chômage de 20 pour cent. Mais les prestations de la sécurité sociale restent stables, vu qu'elles passent par le budget fédéral. Lors d'une crise, davantage de personnes se retrouvent au-dessous d'un certain seuil de revenu et, du coup, bénéficient intégralement des prestations de Medicaid, l'assurance maladie gratuite pour les pauvres. L'Espagne, par contre, a dû couper dans ses prestations et la Grèce procéder à des réductions massives, d'où une quasi-crise humanitaire dans les soins de santé. Le système européen conduit à un cercle vicieux. Quand un pays se trouve en difficulté, qu'il doit soutenir les banques et qu'il voit chuter ses recettes fiscales, il est tenu de diminuer les prestations du chômage et de l'aide sociale, ce qui aggrave la crise. Aux Etats-Unis, l'organisme de garantie des déposants qu'est la FDIC a un effet stabilisateur. Elle possède des ressources et un pouvoir considérables ; elle peut recapitaliser, fusionner ou reprendre des banques. L'Union bancaire européenne, en revanche, en est à ses balbutiements. Elle est d'abord une autorité de surveillance conjointe et ce sont toujours les Etats qui doivent la financer en premier lieu.

A quel point l'Allemagne profite-t-elle de l'euro ?

Les effets sont partiellement contraires. L'euro stimule les exportations allemandes vers d'autres espaces monétaires, mais réduit la demande intérieure dans la zone euro, puisque les pays du sud de l'Europe s'appauvrissent en conséquence. L'euro pourrait avoir contribué à au moins un quart de la croissance de l'Allemagne, ce qui représente 15 à 20 milliards par an. Ajoutés à ceux des autres pays forts de l'euro, les montants d'une compensation financière seraient importants. Mais il faut avant tout une plus grande intégration politique. Envoyer de l'argent à l'Europe du Sud ne résout pas les problèmes. Des possibilités de sanctions sont indispensables pour éviter que les fonds s'évaporent ici ou là et que les pays vivent au-dessus de leurs moyens.

Alors comment créer une péréquation financière européenne ?

Aucun pays membre ne dira « oui » à une péréquation financière européenne. Les uns devront payer, les autres accepter une forte perte de leur souveraineté. Déjà que les critères de Maastricht, puis le pacte budgétaire

ont été bafoués – ne serait-ce que par la France, qui jamais ne renoncerait à sa souveraineté. Les structures centrales nécessaires seraient difficiles à mettre en place a posteriori. Un coup d'œil à l'Histoire suffit pour s'en rendre compte. Aux Etats-Unis, il aura fallu une guerre civile et ses 620 000 morts pour accéder à l'unité politique et mettre en place une unité financière dans les décennies suivantes. La Suisse également a dû vivre une guerre civile, heureusement relativement courte, pour cela. En Europe, des conflits armés ont façonné les frontières de chaque pays, d'où un niveau étatique solide, qui a continué à se développer lors des crises ultérieures.

Doit-on s'attendre à ce que la Grèce sorte de la zone euro ?

Le problème sera repoussé aussi longtemps que possible, le Fonds européen de stabilité prolongeant les échéances des prêts à la Grèce et renonçant à des paiements d'intérêts. Mais cela ne fonctionnera pas éternellement. Je considère une sortie de la Grèce de la zone euro comme tout à fait imaginable. Pour moi, si l'Italie, l'Espagne ou le Portugal la quittaient à leur tour, ce ne serait pas une catastrophe. Bien sûr, une désagrégation de l'euro provoquerait un choc énorme à court terme et je comprends que la classe politique veuille absolument éviter cela. Mais le déséquilibre actuel entre le Nord et le Sud n'est pas viable à long terme. Il existe un danger de polarisation politique qui remet finalement en question l'ensemble du projet de l'UE. Est-ce vraiment ce que nous souhaitons ?



Photo : Thomas Müller

Tobias Straumann (*1966) est historien de l'économie et chargé de cours à l'Université de Zurich. Il a grandi dans la région de Baden, a étudié et passé son doctorat à Bielefeld, Paris et Zurich, puis a travaillé pendant cinq ans comme journaliste. Après un séjour de recherche à l'Université de Californie à Berkeley, il s'est spécialisé dans l'histoire de la politique monétaire européenne au XX^e siècle.

Un flot d'argent illimité

Depuis mars 2015, la Banque centrale européenne inonde les marchés financiers de 60 milliards d'euros par mois. A quoi doit servir ce flot d'argent sans précédent? Et quels en sont les risques?

Texte: Bärbel Bohr

De nombreux pays de la zone euro se débattent toujours dans la crise. Pour leur donner un nouvel élan, la Banque centrale européenne (BCE) recourt à un assouplissement quantitatif, ou *quantitative easing*. Plus concrètement, la BCE a annoncé qu'elle allait racheter aux banques pour 60 milliards d'euros de dette publique et privée chaque mois, jusqu'à l'automne 2016.

L'effet attendu est que ces ventes d'actifs par les banques mettent beaucoup de liquidités à leur disposition. Elles sont censées prêter l'argent ainsi obtenu pour qu'il soit réinvesti dans l'économie réelle, qui devrait profiter en fin de compte du haut niveau de liquidités. Cela pour – en théorie – permettre avantageusement aux entreprises de développer de nouveaux produits, d'améliorer des processus et de créer des emplois. D'où une stimulation de la consommation et un renforcement de la confiance vis-à-vis de l'économie (*voir illustration*).

Où réside le problème actuel?

La tâche principale de la BCE est d'assurer la stabilité monétaire. Son outil le plus important à cette fin est le

taux d'intérêt directeur. En période d'essor économique, elle l'augmente pour lutter contre la hausse des prix. Dans les périodes économiquement difficiles, elle abaisse ce taux. L'argent devient alors meilleur marché pour les investissements.

Depuis quelque temps déjà et en conséquence des nombreuses tentatives de stimulation, le taux d'intérêt directeur est pratiquement nul. Cela n'a pas suffi à décider les entreprises des pays les plus touchés par la crise à recourir à des crédits et à investir, car elles redoutent une persistance du recul des ventes. Dans un premier temps, les producteurs et les vendeurs réagissent en baissant les prix. Si cela reste sans effet, les mesures ultérieures sont des réductions de salaire, voire des licenciements.

La relance de l'économie tient pour beaucoup à la disposition des consommatrices et consommateurs à dépenser. Mais c'est l'inverse qui prévaut pour le moment:



La BCE crée de la monnaie...

Des gagnants et des perdants

Le flot d'argent de la BCE a des effets distributifs négatifs, car les personnes les plus fortunées sont les premières à profiter de l'appréciation des marchés. En rachetant des emprunts d'Etats, la Banque centrale fait monter leur cours, mais simultanément baisser les rendements. Ce qui rend plus attrayants d'autres investissements plus fructueux: les actions, l'immobilier ou l'art. Ils apportent de nouveau de gros bénéfices à celles et ceux qui y investissent leur fortune, c'est-à-dire les détenteuses et détenteurs de capitaux, ainsi que les investisseuses et investisseurs professionnels.

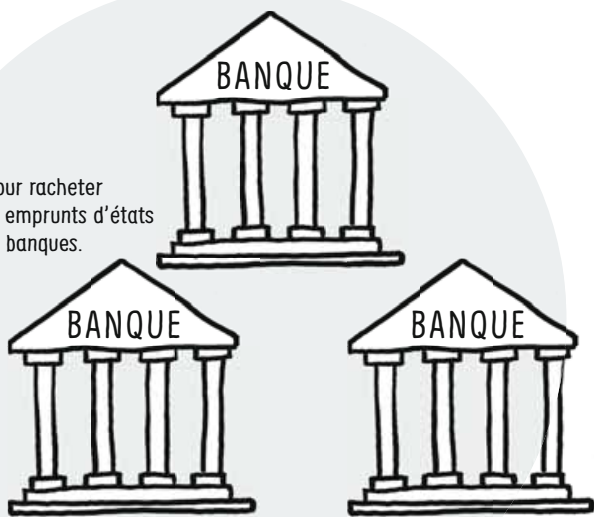
La Banque d'Angleterre a recalculé que, pour le Royaume-Uni, ce sont en particulier les 5 pour cent les plus riches des ménages qui ont touché les fruits de la politique monétaire assouplie. Hormis des avoirs dans un fonds de pension, près de la moitié des ménages ne possèdent de placements financiers qu'à hauteur de 1500 livres. Un si petit capital ne permet pas de profiter de l'envol des actions.

Au contraire: faute d'essor de l'économie réelle, les salaires restent sous pression, menaçant de nombreux revenus. Les loyers augmentent dans le marché immobilier en surchauffe du

sud de l'Angleterre, et acquérir son propre logement est devenu impossible pour les jeunes. Beaucoup de personnes souffrent donc des conséquences de l'inondation monétaire de la BCE. Dans la zone euro aussi, on peut s'attendre à de tels effets redistributifs, au détriment des revenus du travail.

Les prévisions sur les résultats du *quantitative easing* sont contradictoires, mais il est une chose sur laquelle le programme n'a pas d'influence: les disparités économiques et sociales, qui demeureront et vont même empirer. Les Etats ne peuvent atteindre un équilibre qu'avec une politique commune.

...pour racheter des emprunts d'états aux banques.



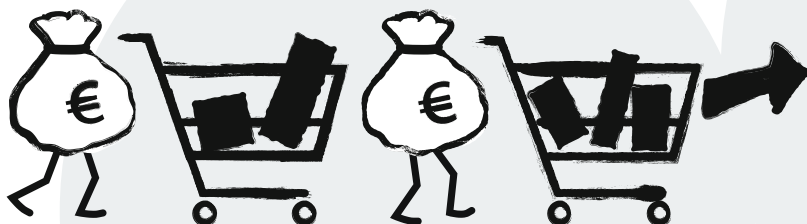
L'afflux d'argent fait baisser les taux.



Les personnes et les entreprises ont un accès facilité à l'argent.



Des places de travail sont créées. Les gens dépensent davantage.



Assouplissement quantitatif: tels devraient être ses effets.

L'économie croît.



elles et ils ont adopté la prudence, dépensant le moins possible, dans la crainte d'une nouvelle récession économique et dans l'attente d'une autre baisse des prix d'ici à quelques mois. Cette spirale descendante des prix aboutit à la déflation et à un scénario très redouté des économistes: le fléchissement des prix, susceptible de provoquer et d'accroître une crise économique.

Comment fonctionne cette politique laxiste ?

La Banque centrale européenne reprendra 1140 milliards d'euros dans le cadre de ce programme jusqu'en septembre 2016, soit les 60 milliards d'euros par mois précités. Elle rachète ainsi les emprunts de presque tous les Etats de la zone euro et ceux d'institutions européennes. Appelé *Expanded asset purchase programme* (programme étendu de rachat d'obligations d'Etat), le plan est appliqué depuis mars 2015.

Un exemple montre son fonctionnement: si la BCE rachète un emprunt d'Etat français pour un milliard d'euros à une banque française, le portefeuille de valeurs mobilières du bilan de la BCE augmente du même montant. Elle inscrit la contre-valeur de cet emprunt au crédit du compte de l'établissement vendeur. Celui-ci peut dès lors utiliser le milliard nouvellement créé pour de nouvelles affaires.

Le programme peut-il répondre aux attentes ?

Les adeptes du programme s'inspirent des Etats-Unis, dont la banque centrale pratique une politique monétaire analogue depuis 2008. Ses effets seraient positifs et la crise largement surmontée. De l'autre côté, les adversaires redoutent en particulier une inflation consécutive à l'abondance de liquidités. L'achat massif de titres d'Etats encourage en outre le surendettement de ces derniers. En cas de faillite d'un pays, les Etats dont l'économie est fructueuse seraient solidairement responsables des plus faibles. C'est également la raison pour laquelle la BCE n'achète, pour le moment, aucune obligation d'Etat de la Grèce et de Chypre, bien que ces deux pays aient un besoin urgent de nouveaux moyens.

Les mois à venir diront si la politique monétaire très assouplie peut vraiment redresser l'économie européenne. En avril et pour la première fois, en tout cas, les prix n'ont pas chuté dans la zone euro.

Idées: BBC

Mettons le holà aux populistes de droite!

Anna Sax

Chaque fois que la droite populiste triomphe dans les urnes, les partis bourgeois modérés tout comme ceux de gauche s'exclament: « Nous devrions prendre au sérieux les préoccupations du peuple. » Mais lesquelles? Les étrangères et les étrangers? Les cas sociaux? La surabondance de lois? Le manque de places de stationnement? Cela n'a aucun sens. En examinant les « préoccupations » avancées par les populistes de droite, on voit bien qu'il s'agit de pseudo-problèmes.

Ou alors de problèmes comme le besoin de logement ou les embouteillages, pour lesquels on cherche des coupables, qui n'ont rien à voir avec celles et ceux que l'on montre du doigt. Les « analyses » des populistes de droite n'en sont pas, et leurs recettes – fermer les frontières, réduire les prestations – ne fonctionnent pas. Bien que les demandeuses et demandeurs d'asile soient presque toujours un voisinage discret, cela ne suffit pas à faire baisser la tension quand il faut leur trouver un hébergement. Les bénéficiaires de l'aide sociale sont, en majeure partie, des mères célibataires qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts malgré un travail à plein temps. Rien à voir avec des parasites. Les thèmes de la droite populiste ne servent qu'à attiser les préjugés et les ressentiments.

Inventrice du populisme de droite en Suisse, l'UDC est un modèle pour les xénophobes et les eurosceptiques à l'étranger. Et, surtout, l'UDC se livre à merveille au double jeu de parti d'opposition et gouvernemental. Les affiches indécentes sur le renvoi des criminels étrangers ou sur l'interdiction des minarets, de même que des initiatives populaires antidémocratiques comme « le droit suisse au lieu de juges étrangers » ont fait des émules dans d'autres pays. Le Parti de la liberté d'Autriche et la Lega Nord italienne ont copié les affiches de l'UDC; le Front national a adressé ses chaleureuses félicitations pour l'adoption de l'initiative sur l'immigration de masse. Mais qu'est-ce que tout cela a à voir avec les « graves préoccupations du peuple »? Rien du tout. La mise à l'écart de l'Europe, l'arrogance envers les pays étrangers ainsi que le mépris des immigrantes et immigrants nuisent à la Suisse. Nous avons toléré trop longtemps les agissements de l'UDC. Mettons le holà aux populistes de droite!

J'ai choisi HabitatDurable qui s'engage pour un habitat équitable, solidaire et respectueux du climat.

Luc Recordon,
Conseiller aux Etats



L'alternative aux chambres immobilières.

www.habitatdurable.ch



HabitatDurable
SUISSE

Association des propriétaires pour l'habitat durable
Tél. 031 311 50 55

wiona: Premier fabricant mondial avec la certification FSC

Soigne la peau du bébé et protège notre environnement !



Wiona couches bio FSC

de haute qualité en amidon de plantes / celluloses - biodégradable

respirant - aucun plastique qui touche la peau du bébé

emballage en amidon de plantes 100% biodégradable

wiona – la couche des enfants de ceux qui pensent plus loin !

profitez de notre bon no 1271 = rabais spécial de 20% remboursable par tél – e-mail ou en ligne www.ecovisions.ch

RABAIS permanent de
- 10 % dès 6 paquets
- 20 % pour jumeaux

Ecovisions Sàrl
1735 Chevrolles FR
Tél. 026 418 20 02
www.ecovisions.ch



livraison par poste CO2-neutre

Droits humains sans frontières

De nombreuses entreprises suisses sont actives au niveau mondial. Pour les obliger à respecter les droits humains et environnementaux à l'étranger également, l'Initiative pour des multinationales responsables veut leur faire assumer la responsabilité de leur comportement commercial.

Texte: Sina Bühler

La société texane s'appelle Sherwin Alumina. L'automne dernier, elle a renvoyé 450 collaboratrices et collaborateurs de son usine. Ces personnes, toutes membres du syndicat, avaient osé s'opposer à des coupes draconiennes dans leurs retraites, contributions aux primes d'assurance maladie et indemnités des heures supplémentaires. Dans l'usine, le taux d'accidents est deux fois supérieur à la moyenne. Les personnes renvoyées n'ont plus de revenu depuis six mois. Au Pérou, les sociétés ont pour nom Antamina et Antapaccay, deux mines de cuivre dont le personnel a vainement tenté de protester contre des conditions de travail insalubres et précaires ainsi que contre la violation des conventions collectives.

En Afrique du Sud, les travailleuses et travailleurs de la mine de charbon Koornfontein ont fait grève pendant plusieurs mois, car les plans sociaux qui ont succédé aux licenciements étaient bien inférieurs aux normes sud-africaines. En Australie, 400 employées et employés de la mine de Collinsville ont reçu leur congé et se sont fait expulser de leur domicile, propriété de l'entreprise. Ces personnes ont pu représenter leur candidature, mais les membres d'un syndicat n'avaient aucune chance de se voir embaucher. Et en Colombie, la mine Prodeco entretiendrait des liens étroits avec des groupes paramilitaires responsables, entre autres, de l'assassinat de syndicalistes.

La fédération syndicale Industriall a recueilli, dans cinq pays, ces exemples de procédés hostiles aux intérêts des travailleuses et travailleurs. Ces cinq cas ont deux points communs: toutes les entreprises mentionnées appartiennent au groupe zougnois Glencore-Xstrata, spécialisé dans les matières premières. Et chaque fois, le droit d'affiliation à un syndicat – et par conséquent l'article 23 de

la Déclaration des droits de l'Homme – est bafoué. Réponse de Glencore: il s'agirait de malentendus, de décisions propres aux entreprises ou de calomnies.

Le groupe n'est pas le seul qui semble fermer les yeux sur le comportement commercial de ses filiales. Plusieurs autres ont leur siège en Suisse. Par exemple, Syngenta fabrique un pesticide nocif, le Paraquat, interdit dans notre pays et dans l'Union européenne, mais qui continue à empoisonner des plantations de bananes et des rizières dans le monde entier. Ou encore le géant pharmaceutique Novartis, qui délocalise ses essais cliniques dans des Etats dont le système de santé est déficient et la réglementation plus laxiste. Sans oublier Axpo, producteur d'électricité important son combustible nucléaire de Sibérie, où les matières radioactives contaminent les gens, le sol et l'eau. Tout cela fait que la Suisse, vingtième puissance économique mondiale, occupe une infamante neuvième place en matière d'allégations de violations des droits humains par des firmes.

Les autorités restent passives

Certes, les Principes directeurs de l'ONU s'appliquent à tous les pays depuis 2011, mais il n'existe toujours aucun concept pour leur concrétisation en Suisse. Le Conseil fédéral et le Parlement ont émis des recommandations et n'ont aucune envie de formuler des exigences contraignantes pour les entreprises.

Cette attitude passive a décidé 66 œuvres d'entraide, syndicats, associations d'actionnaires et organisations actives dans les droits de la personne et la protection de l'environnement à lancer l'Initiative pour des multinationales responsables. Celle-ci prolonge leur campagne «Droit sans frontières». La récolte de signatures a commencé fin avril. Si l'initiative est acceptée, les multinationales devront évaluer les risques dans leurs propres filiales à l'étranger ainsi que dans toutes leurs relations d'affaires, «puis prendre des contre-mesures appropriées», complète Rahel Ruch, coordinatrice de l'initiative. Et les multina-

tionales seront tenues de communiquer sur le sujet de façon ouverte et transparente.

Pour garantir ces procédures diligentes, les initiates et initiants exigent que les sociétés dont le siège est en Suisse soient également responsables, à l'avenir, des violations des droits humains et des dommages environnementaux que causent leurs filiales à l'étranger. «Une entreprise ne sera exonérée des prétentions en dommages et intérêts qu'à condition de démontrer qu'elle a fait preuve de diligence et pris les mesures appropriées», explique Rahel Ruch. Les initiates et initiants ne doutent pas de leur succès. En 2012 déjà, leur campagne «Droit sans frontières» avait récolté 135 000 signatures en sept mois. Depuis, la préoccupation vis-à-vis des activités internationales d'entreprises suisses n'a fait que croître.

Sina Bühler est journaliste indépendante au Pressebüro de Saint Gall.

Pour en savoir plus:
www.initiative-multinationales.ch



Soins palliatifs pour la fin de vie

En 2009, la Confédération et les cantons ont adopté la «Stratégie nationale en matière de soins palliatifs». Sa mise en œuvre est lente, parce que l'on consacre plus volontiers les fonds à la lutte contre les maladies et parce que la médecine préfère ne pas évoquer la mort.

Texte: Dominique Zimmermann

De plus en plus d'institutions spécialisées dans les soins palliatifs ont vu le jour ces dernières années, mais l'idée remonte au Moyen Age. Cette tradition a incité l'Anglaise Cicely Saunders à fonder en 1967, à Londres, le St Christopher's Hospice. Les personnes atteintes de maladies incurables et mourantes y recevaient un traitement médical et des soins spécialisés ainsi qu'un soutien émotionnel, spirituel et social. Depuis, dans toute l'Europe, des hospices et des hôpitaux proposent une offre plus ou moins large, qui reste cependant à développer.

Toujours plus de personnes concernées

Heike Gudat, directrice médicale de l'Hospiz im Park d'Arlesheim, à Bâle-Campagne, résume les faits en quelques chiffres: 60 000 personnes meurent chaque année en Suisse, dont 90 pour cent des suites d'une longue maladie. Le nombre de patientes et patients fortement malades va beaucoup augmenter ces prochaines années, vu que la population vieillit et que nous vivons toujours plus longtemps, malgré des maladies graves ou incurables. En Suisse, 105 000 personnes atteintes de démence reçoivent aujourd'hui des soins professionnels. Elles seront plus de 500 000 dans quarante ans. Il est donc nécessaire de créer des structures, en particulier pour les gens les plus vulnérables, qui se retrouvent souvent dans l'incapacité d'exprimer leurs besoins. «Le programme national de soutien aux soins palliatifs, actuellement porté par la Confédération et les cantons, vise à assurer à toutes les personnes qui en ont besoin un accès adapté et équitable aux soins palliatifs», précise M^{me} Gudat.

La médecine palliative a pour objectif suprême de s'occuper des besoins sociaux, corporels et psychologiques des patientes et patients. Le processus de guérison n'est plus au cœur des préoccupations. Il faut prendre toutes les mesures, médicales ou non, susceptibles d'alléger la souffrance et d'offrir la meilleure qualité de vie possible jusqu'à la fin. Un vaste éventail de possibilités auquel on recourt également hors des hospices et des hôpitaux. Ce sont, pour l'essentiel, des thérapies efficaces

contre la douleur, l'anxiété et l'insuffisance respiratoire. La musicothérapie en fait aussi partie: souvent, au cours des derniers jours, les sons atteignent encore les personnes, même quand elles ne peuvent plus parler ou n'arrivent à s'exprimer que de façon limitée. Elles apprécient en général ces soins, doux et personnalisés, dispensés à l'extérieur des institutions classiques.

Une équipe dirigée par le bioéthicien Christoph Rehm-Sutter et par Heike Gudat a étudié le désir de mourir des personnes placées en unité de soins palliatifs. L'éthicienne Kathrin Ohnsorge a participé à ces recherches. Les discussions avec les patientes et patients l'ont beaucoup touchée, notamment parce qu'elles et ils sont généralement très sincères et directs dans les derniers moments de leur vie. La recherche démontre que beaucoup de gens aimeraient mourir à la maison, et qu'il est très important de créer davantage de structures le permettant. «Il y a quelque temps, j'aurais laissé tomber, mais avec le service de soins à domicile, je me sens plus sûr et peux continuer à vivre à la maison, ce qui est très important pour moi», a confié un patient. Il arrive fréquemment que le désir de mourir des personnes malades s'estompe lorsqu'elles se sentent bien prises en charge.

Liens avec davantage d'informations sur les directives anticipées:
www.palliative.ch,
www.mourir.ch

Qui paie?

Anna Sax La structure confuse des soins de santé rend très complexe le financement des soins palliatifs: voilà ce que relève un rapport de l'Office fédéral de la santé publique et des cantons datant de 2013. D'une part, les problèmes touchent des prestations très importantes en matière de soins palliatifs, comme les gardes de nuit, les temps de présence et le soutien psychosocial, également par les proches. D'autre part, on constate des insuffisances lors des passages du domicile à des établissements résidentiels (et retour). Ainsi, les médecins de famille ou les services de soins à domicile ne participent pas aux discussions sur la planifica-

tion de la sortie, à l'hôpital, faute de pouvoir facturer une telle prestation. Il en résulte des lacunes dans l'information et les soins, ce qui peut s'avérer stressant pour les patientes et patients. Les établissements médico-sociaux citent également les «soins post-mortem»: après un décès, il faut 72 heures pour les adieux et pour prendre les dispositions nécessaires avant qu'un lit puisse être de nouveau occupé. Or, cela reste à la charge des EMS.

Pour télécharger le rapport:
www.gdk-cds.ch > Thèmes
> Stratégies nationales
> document «Stratégie nationale en matière de soins palliatifs»

Connaissances et opinions peuvent ne plus se distinguer. Cela arrive très vite à l'ère de l'information. Or, cette confusion heurte l'aversion humaine pour l'incertitude.

Texte: Dominique Zimmermann

Les limites de la connaissance



Au XVIII^e siècle, le philosophe Emmanuel Kant a posé trois questions: «Que puis-je savoir?», «Que dois-je faire?» et «Que puis-je espérer?» Ses recherches lui ont révélé que les gens ne saisissent pas les choses telles qu'elles sont, mais telles qu'elles leur apparaissent. Une certaine humilité serait donc de mise quand nous explorons de nouveaux domaines de connaissance.

Hélas, les humains veulent non seulement comprendre les choses, mais aussi les contrôler. L'utilisation des connaissances a radicalement changé au cours des siècles. Alors qu'il pouvait exister un génie universel comme celui de Léonard de Vinci à la Renaissance, tous les domaines de recherche sont aujourd'hui hautement spécialisés et le flux d'informations est devenu opaque. Dans son ouvrage *Wissen und Grenzen*, le professeur de philosophie Jürgen Mittelstrass examine cette situation et en conclut que «là où il n'y a plus de différence entre connaissance et opinion dans la forme de l'information ou lorsque cette différence n'est plus perceptible, il s'ouvre de manière surprenante une niche pour une nouvelle bêtise, mais une bêtise de haut vol». M. Mittelstrass de souligner toutefois que, dans certains cas, la connaissance peut avoir une validité absolue: la Terre n'est sans aucun doute pas un disque, mais une sphère aplatie.

Recherche fondamentale ou appliquée

La recherche. Comme ce mot sonne sérieusement à nos oreilles! Mais que signifie-t-il vraiment pour nous? Jürgen Mittelstrass établit une distinction entre recherche fondamentale et appliquée. Selon lui, la recherche fondamentale se consacre à des contenus orientés vers la connaissance, tandis que la recherche appliquée est axée sur le produit et soumise à des rouages économiques. Dans la recherche moderne, les deux catégories se fondent de plus en plus. Il faudrait aujourd'hui compléter la question de Kant à propos de ce que nous pouvons savoir: «Au

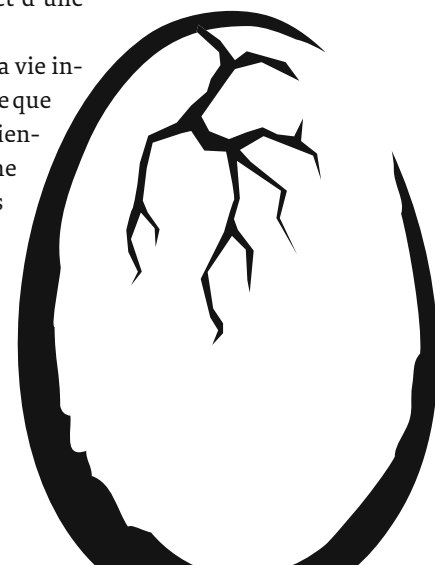
fond, pour quels motifs voulons-nous savoir?» Et: «Pouvons-nous créer quelque chose de constructif avec les connaissances acquises?»

Les évolutions dans la biologie et de la médecine suscitent entre autres des discussions éthiques complexes, ne serait-ce qu'en matière de technique génétique et de médecine de la reproduction. Nous ne savons pas ce que donneront les semences génétiquement modifiées: c'est une soif d'argent à court terme qui préside à leur utilisation. L'histoire nous enseigne que tôt ou tard les possibilités théoriques sont expérimentées, peu importe qu'elles respectent ou non des principes éthiques.

Il est curieux que l'on ne puisse répondre avec précision à certaines questions basiques. Les religions, les mouvements spirituels, mais aussi les sciences naturelles abordent ces incertitudes avec des arguments divergents. Parmi ces questions fondamentales, il y a celle de savoir comment a commencé à exister tout ce qui existe, ou ce qui se passera après notre mort. Les religions et mythologies tentent d'y apporter des réponses en images. Le manque de tolérance vis-à-vis des différences tient au fait que, trop souvent, ces images font l'objet d'une interprétation littérale.

L'«économisation» de tous les domaines de la vie incite à vouloir savoir et à éluder les incertitudes, à ce que culminent dans la consommation les oasis de bien-être mental ou réconfortantes qui promettent une délivrance rapide. Si la philosophie ne fournit pas de réponse définitive et a déjà donné naissance à de nombreuses thèses poussiéreuses, elle peut en revanche susciter le plaisir de cultiver des questions ouvertes. Il est suffisamment difficile de distinguer les questions fertiles des questions stériles.

Lecture recommandée:
Emmanuel Kant,
Critique de la raison pure, 1781.





HELVETAS

Agir pour un monde meilleur

Cinéma Sud – le cinéma solaire itinérant d'Helvetas, à vélo et en plein air. L'écran est tendu entre deux arbres, les films sont projetés à l'énergie solaire récoltée durant la journée. Les spectateurs amènent leur propre siège.

1-3 JUILLET	SIERRE
4-6 JUILLET	SION
7-9 JUILLET	VEVEY
10-12 JUILLET	EPALINGES
14-16 JUILLET	BULLE
17-19 JUILLET	FRIBOURG
21-23 JUILLET	BIENNE
24-26 JUILLET	DELÉMONT
28-30 JUILLET	PORRENTROY
2-4 AOÛT	NEUCHÂTEL
5-7 AOÛT	ESTAVAYER-LE-LAC
8-10 AOÛT	ROLLE
11-16 AOÛT	LAUSANNE
17-22 AOÛT	GENÈVE
25-27 AOÛT	CAROUGE
28 - 30 AOÛT	NYON



HELVETAS CINEMA SUD

Les films à l'affiche partout:

MY SWEET PEPPER LAND

De Hiner Saleem, Kurdistan, 2014

LE PROMENEUR D'OISEAU

De Philippe Muyl, France-Chine, 2013

WILAYA

De Pedro Pérez Rosado, Sahara Occidental, 2012

En plus à Lausanne et Genève:

CONDUCTA

De Ernesto Daranas, Cuba, 2014

HERENCIA

De Paula Hernández, Argentine, 2001

BLIND DATES

De Levan Koguashvili, Géorgie, 2013



Information sur les films, les heures, les lieux de projection et les abris en cas de pluie ainsi que sur le blog:

www.cinemasud.ch

Avec le soutien de:



k kb

renewable energy



OPTEZ POUR UN INVESTISSEMENT ÉCOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE.

Délai de souscription
actions nominatives:
5 août 2015

KKB est un producteur indépendant d'électricité verte d'origine renouvelable. La société investit dans des petites centrales hydrauliques, photovoltaïques et des parcs éoliens en Suisse et en Europe. KKB affiche une des croissances les plus fortes parmi les sociétés d'énergies renouvelables et est cotée à la Bourse de Berne, BX Berne eXchange, (ISIN CH0023777235). Optez maintenant pour un placement écologique et économique.

Pour accéder au prospectus et au
bulletin de souscription: medien@kkbenergy.com
www.kkbenergy.com



A ce jour, plus de 500 millions de personnes pauvres ont accès au microcrédit. Est-ce une bénédiction ou une malédiction? Yoli Núñez, d'Oikocredit, rappelle les limites des bonnes intentions et combien il est important de rendre mesurable la lutte contre la pauvreté.

Texte: Bärbel Bohr

Mesurer l'efficacité sociale

Grâce aux entreprises de microfinance, les personnes pauvres qui n'ont pas de compte en banque ont accès aux crédits, aux assurances et à certaines formes d'épargne. Mais, depuis plusieurs années, la branche est sous le feu des critiques. Des prestataires appliquant des taux usuraires ont nui à sa réputation. Les détractrices et détracteurs affirment également que les prêts renforceraient la pauvreté, profitant surtout à la classe moyenne inférieure dans les pays émergents. Cette activité est néanmoins en plein essor. Le prestataire suisse responsAbility table sur 15 pour cent d'augmentation du volume d'affaires dans le monde entier. La microfinance propose aux investisseurs et investisseurs un rendement financier supérieur à celui des dépôts à terme et d'épargne, et cela avec un risque raisonnable, du moins à ce jour. Elle est aussi très appréciée, parce que plus facile à expliquer que beaucoup d'autres possibilités de placement éthiques. On comprend que c'est pour la bonne cause.

Depuis quelque temps, toujours plus de gens s'intéressent au rendement social de leurs placements. «C'est difficile à mesurer, mais c'est indispensable», martèle Yoli Núñez, collaboratrice du bureau d'Oikocredit à Lima, au Pérou. Depuis sept ans, elle développe des méthodes pour examiner l'efficacité sociale de tels investissements. Pas question de se reposer sur des évaluations subjectives et sur son intuition: il faut des indicateurs clairs. Pour M^{me} Núñez, ceux-ci ne sont pas un fardeau bureaucratique destiné à se justifier vis-à-vis des bailleuses et bailleurs de fonds des riches pays du Nord: elle les considère au contraire comme un outil de planification précieux pour l'évolution stratégique des organisations partenaires et de leur clientèle.

«L'argent n'est pas tout»

A l'échelle mondiale, Oikocredit est l'une des plus grandes organisations de microfinance à but non lucratif. Elle définit explicitement les entrepreneuses et entrepreneurs «pauvres» comme son groupe cible. Les affaires ne sont pas conclues directement avec la clientèle finale, mais via des partenaires. M^{me} Núñez n'a pas beaucoup d'estime pour les partenaires potentiels que seul le succès

financier intéresse: «L'argent n'est pas tout. Les personnes intéressées uniquement par des crédits rentables à court terme et non par une relation à long terme avec la clientèle ne nous conviennent pas.» Avant qu'Oikocredit collabore avec une nouvelle organisation partenaire, M^{me} Núñez vérifie que celle-ci est en mesure de déterminer l'efficacité sociale de son activité.

Une fois cette vérification faite, l'indice de sortie de la pauvreté (ou *Progress out of Poverty Index*, PPI) entre en jeu. À l'aide d'un questionnaire, il évalue le nombre de clientes et clients d'une organisation vivant en dessous du seuil de pauvreté. Il comporte dix questions simples et faciles à contrôler, portant sur les conditions de logement, le niveau de formation et la possession de biens domestiques durables de la clientèle. Deux tiers des personnes interrogées disposent de faibles revenus: elles doivent vivre avec deux dollars par jour.

Bien que la mesure soit simple et peu coûteuse, un quart seulement de tous les partenaires d'Oikocredit y recourt pour évaluer la précarité économique de sa clientèle. «Notre problème n'est pas l'efficacité de la microfinance pour combattre la pauvreté, mais le manque fréquent de

«Pas question de se reposer sur des évaluations subjectives et sur son intuition: il faut des indicateurs clairs.»

données rendant les résultats transparents», explique Yoli Núñez, qui voit sa mission avant tout dans la formation et le conseil. Elle renouvelle désormais régulièrement les calculs des chiffres-clés.

Selon M^{me} Núñez, si les collaboratrices et collaborateurs formés apprennent à utiliser ces données, cela leur permettrait non seulement de suivre plus facilement l'évolution des conditions de vie de leur clientèle, mais aussi de mieux la servir à long terme.

L'entrevue avec Yoli Núñez a eu lieu à l'invitation d'Oikocredit.

A l'étroit depuis 200 ans

Il y a tout juste deux cents ans que la frontière sud-ouest de la Suisse se fixait. C'était en 1815 à Genève. Pourtant, la frontière bouge en permanence, des expositions en retracent la saga.

Texte: Cathy Savioz

Petit territoire au cœur d'une grande région, le canton de Genève paie aujourd'hui les limites exiguës de son territoire. Ainsi, il importe la majorité de son énergie, de ses denrées alimentaires et le 30 pour cent de sa main d'œuvre. Cela signifie 550 000 passages de frontière par jour, dont 70 pour cent avec la France. C'est l'héritage d'un découpage de frontière dont on fête le 200^e anniversaire.

«Contrairement à ce qu'on pourrait penser, la frontière bouge, affirme Laurent Niggler, géomètre cantonal. Nous avons déplacé cent cinquante bornes ces septante dernières années». Quelque 130 hectares de terrain ont ainsi été échangés à l'occasion de la construction de l'aéroport ou du réseau

routier. Deux modifications de frontière sont en cours, le long des rivières du Foron et de l'Hermance où les cours d'eau se sont quelque peu déplacés depuis deux siècles.

Retour en arrière. En 1814, Genève demande son adhésion à la Confédération suisse. Ancienne capitale du département français du Léman sous Napoléon, elle avait bien restauré sa République en 1813, mais une alliance restait indispensable. La Confédération accepte la demande, tout en posant deux conditions. D'une part, Genève doit s'engager à plus de démocratie avec un gouvernement véritablement représentatif. D'autre part, elle doit disposer d'une frontière terrestre commune avec Vaud. Ainsi, en cas de danger, les troupes confédérées pourraient accéder au bout du lac par voie terrestre. Cela n'avait pas été possible en été 1814 : elles étaient arrivées par bateau.

Pour obtenir ce changement de frontière, les autorités genevoises envoient une délégation au Congrès de Vienne en 1815, là où se réalise le nouveau découpage de l'Europe.

Entre Genève et la Confédération se trouve Versoix, que la France voulait absolument conserver en tant qu'accès au lac Léman; elle y avait même prévu la construction d'une ville idéale pour 10 000 habitants, un projet qui ne vit jamais le jour.

Les délégués y restent plus d'un an, négociant âprement. En effet, la France souhaite absolument garder un accès au lac Léman autour de Versoix. Elle y avait d'ailleurs brièvement développé la construction d'une ville idéale octogonale pour 10 000 habitants. Cette ville devait concurrencer Genève, comme Carouge ou Ferney.

Dans l'une des propositions imaginée par le délégué Pictet de Rochemont, Genève aurait eu un grand territoire: des crêts du Jura jusqu'au Mont-Cenis. Mais les autorités genevoises déclinent cette solution, souhaitant garder une population à majorité protestante. Or, les citoyens des territoires proposés sont catholiques.

Le tsar Alexandre I^{er} s'en mêle

Si Genève obtient finalement gain de cause, c'est grâce, notamment, au soutien du tsar Alexandre I^{er}. Celui-ci est parfaitement au courant de la situation lémanique, via son précepteur Frédéric-César de La Harpe, le patriote et indépendantiste vaudois. Le tsar délègue son représentant Jean Capo d'Istria au Traité de Paris (1815) où six communes, dont Versoix, sont attribuées à Genève, formant désormais un territoire continu avec la Confédération.

La condition est remplie, mais le territoire s'avère minuscule: il ne peut pas assurer son propre approvisionnement alimentaire. C'est la raison pour laquelle une zone franche est simultanément créée et les produits agricoles du Pays de Gex et de la Haute-Savoie sont exemptés de taxes douanières. La zone franche est toujours en vigueur: pour exemple, les Laiteries réunies approvisionnent actuellement Genève en lait, avec 5 producteurs de Genève, 86 du canton de Vaud, 42 du département de l'Ain et 26 de Haute-Savoie.

On ne peut pas dire que les politiques d'aujourd'hui boivent du petit-lait. Le grand défi, c'est d'organiser l'agglomération du Grand Genève malgré la frontière. Rééquilibrer le territoire sur les questions de transports, d'emplois ou de logements, voilà qui n'est pas une mince affaire. Pourtant, personne ne remet officiellement en question la frontière de 1815.

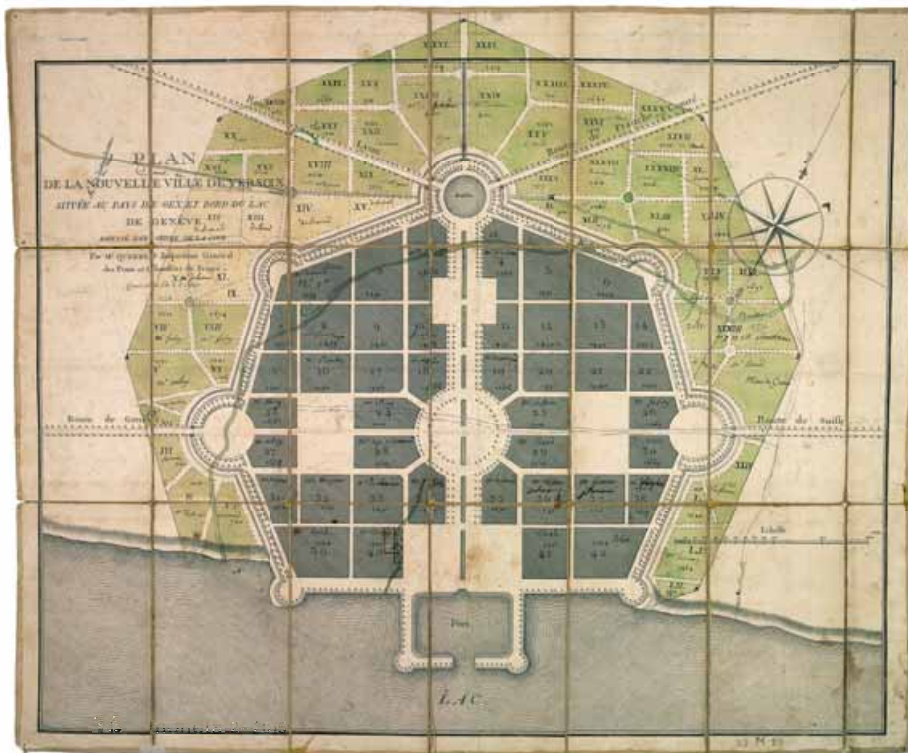
Expositions:

«Devenir suisse», Maison Tavel, Genève. Jusqu'au 10 janvier 2016.

«La Suisse redessinée. De Napoléon au Congrès de Vienne», Musée national, Prangins. Jusqu'au 13 septembre 2015.

Pour en savoir plus:

www.histoiredebornes.ch



Plan: archives de la ville de Genève

LES PAGES DE LA BAS



SORTI DE PRESSE

«Le marché doit décider si un établissement financier peut s'imposer en tentant de s'opposer à son évolution.» C'est ainsi que le quotidien alémanique *Thurgauer Zeitung* a commenté la fondation de la Banque Alternative Suisse (BAS) en 1990. Vingt-cinq ans plus tard, on peut affirmer que le marché a décidé en faveur de la BAS. Ce qui fut au départ une expérience sociopolitique combative est aujourd'hui une banque socio-écologique fructueuse, qui s'engage activement pour une économie et une société équitables et respectueuses de l'environnement. Le livre *L'histoire d'une banque extraordinaire: l'alternative présente*, en textes et en images, le chemin parcouru par la BAS. A l'occasion de son 25^e anniversaire, la Banque a actualisé et réimprimé cet ouvrage d'une centaine de pages.



Commandez votre exemplaire gratuit:
www.bas.ch/histoire

EN VACANCES? ACTIVEZ VOTRE CARTE MAESTRO!

Préparez-vous un séjour au Maroc? Ou en Inde? Alors n'oubliez pas de faire débloquer votre carte Maestro pour votre prochaine destination de vacances.

Par défaut, votre carte Maestro n'est utilisable qu'en Suisse et en Europe (géoblocage), cela afin de vous protéger contre la fraude. Pour tous les autres pays du monde, vous devez activer votre carte pour la durée de votre séjour. Vous pouvez le faire via l'e-banking BAS, grâce à la fonction correspondante sous la rubrique «cartes». Si vous ne disposez pas d'un accès e-banking, l'équipe de conseil à la clientèle de la BAS effectuera pour vous, gratuitement, le déblocage de la région désirée. Il vous suffit de nous appeler au +41 (0)21 319 91 00.

Vous trouverez sur www.bas.ch/geoblocage une liste des pays activés par défaut ainsi qu'une liste des régions pour lesquelles le déblocage est possible.

Conseils pour des vacances sans souci:
www.bas.ch/vacances

EXCURSION BAS

LE 26 SEPTEMBRE EN AJOIE

Les actionnaires de la BAS ont la possibilité exclusive de visiter les coulisses de preneuses et preneurs de crédit de la Banque en Ajoie, dans le canton du Jura, le 26 septembre prochain. Une invitation suivra.

INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Texte: Sylvie Ulmann

Photo: màd

La Fondation Trajets œuvre depuis 1979 à l'intégration des personnes souffrant de problèmes psychiques dans le canton de Genève. Elle vient de recevoir un crédit d'encouragement de la BAS.

ALLER SIMPLE POUR L'INTÉGRATION



A Genève, la Fondation Trajets est incontournable. Active dans six domaines commerciaux, elle propose aussi bien des services de blanchisserie, de restauration et de traiteur, de rénovation de bâtiment, d'imprimerie, que de la vente, de la jardinerie ou du maraîchage. Elle offre en outre 69 places en hébergement et organise chaque année une centaine de journées de loisirs pour les personnes en souffrance psychique. Présente sur 25 sites dans tout le canton, elle compte 400 usagers, emploie 140 professionnel-le-s et 160 personnes en emplois adaptés, ce qui est sa spécificité. Cette institution est née il y a trente-six ans d'une idée alors totalement visionnaire: intégrer celles et ceux qui souffrent de problèmes psychiques. Le secret de sa solide implantation dans le tissu économique genevois? L'emploi prime la maladie et les clients qui recourent à ses ser-

vices ignorent qui est handicapé et qui ne l'est pas: «Chez Trajets, on est avant tout polygraphe, secrétaire, vendeuse ou vendeur avant d'être une personne handicapée, ce qui est bien plus valorisant que l'inverse», résume son directeur Michel Pluss. Pour que cette recette fonctionne, la fondation mise sur l'autodétermination: «Toutes les demandes proviennent des personnes concernées», précise-t-il. Pas question pour Trajets de compter uniquement sur les subventions de l'Etat, qui se montent à 50 pour cent pour l'ensemble de ses activités, lesquelles ne sont toutes rentables. Ses entreprises sont donc de vraies sociétés qui offrent de vrais emplois; telle est d'ailleurs l'une des clés du succès de cette formule. Les subventions servent à payer le personnel d'encadrement, indispensable à l'intégration des personnes avec handicap

psychique. Les professionnel-le-s qui travaillent chez Trajets reçoivent dix jours de formation où ils apprennent à gérer les hauts et les bas de ces collègues pas toujours comme les autres.

Un crédit d'encouragement de la BAS

Depuis quelques années, Trajets met ses finances au diapason de ses aspirations sociales. L'institution a choisi la Nest Fondation collective pour la LPP. Aussi, lorsque l'occasion s'est présentée de racheter les quelque 3,5 hectares qu'occupe son maraîchage à Troinex, jusqu'alors en location, la fondation n'a pas hésité: «Nous avons déposé plusieurs demandes de crédit, mais nous croisons les doigts en espérant que la BAS, dont nous partageons les valeurs, réponde présent», reconnaît Michel Pluss. La Banque lui a octroyé un crédit hypothécaire et un crédit d'encouragement pour un total de 2,4 millions de francs. Ils sont venus compléter le million de francs apporté par des privés et 500 000 francs de la Loterie Romande. «Cette somme va servir à acquérir le terrain et le bâtiment, dont la transformation créera six studios», détaille Michel Pluss. Il se félicite aussi de voir poser la première pierre du patrimoine de Trajets, jusqu'alors locataire de tous ses murs.

Pour en savoir plus:

www.trajets.org

PARTICIPEZ AVEC DES ACTIONS BAS

La Banque Alternative Suisse finance plus de 950 projets et entreprises porteurs de sens, parmi lesquels la Fondation Trajets.

Le capital actions est la base qui permet à la BAS d'octroyer des crédits. Plus cette assise est large, plus la Banque peut financer de projets et d'entreprises.

Acquérez une part de la BAS et soutenez ainsi une activité plus sociale et plus écologique. Vous trouverez le bulletin de souscription ainsi que des informations supplémentaires sur: www.abs.ch/actions

DU NOUVEAU AU SEMINARHOTEL MÖSCHBERG



Photo: mäd

Le Seminarhotel Möschberg a ouvert un nouveau bâtiment avec des chambres supplémentaires et un appartement pour le couple qui le gère. L'hôtel écologique propose désormais 26 chambres, avec 44 lits au total, ainsi que des salles de séminaires.

Le Seminarhotel Möschberg, à Grosshöchstetten (BE), a ouvert un nouveau bâtiment au mois de mars. Il abrite trois chambres et un appartement pour le couple de gérants, Madeleine et Roland Ducommun. Ces deux spécialistes en formation d'adultes dirigent l'hôtel depuis 2013 et vivaient jusqu'alors dans deux chambres de l'hôtel. La clientèle dispose désormais de cinq chambres supplémentaires : les deux qui se sont libérées plus les trois nouvelles.

L'hôtel accueille surtout des groupes pour des séminaires et des formations continues. Il propose trois salles de réunion et jusqu'à cinq plus petits espaces communs.

Mais le Seminarhotel Möschberg est également un cadre idéal pour une fête de famille, des vacances ou un moment de pause. Construit au sommet d'une colline, il domine le bourg de Grosshöchstetten. La vue est magnifique aussi bien depuis les chambres que depuis le jardin, à disposition de la clientèle.

A l'origine, l'hôtel était un lieu de formation pour la population rurale. C'est ici qu'a été lancée dans les années 1950 l'agriculture bio-organique, et par là des bases importantes pour l'agriculture biologique actuelle. L'idéal écologique est intact : il continue à animer l'hôtel, que ce soit dans les bâtiments, la décoration ou la cuisine. On n'y prépare que des aliments provenant de la région et issus de l'agriculture biologique.

Le Seminarhotel appartient depuis 2003 à la Banque Alternative Suisse, qui a racheté la coopérative Möschberg après une faillite. Pour la BAS, l'agrandissement représente un investissement dans l'avenir.

NOUVEAU: COMITÉ D'INVESTISSEMENT DURABLE

Le nouveau comité d'investissement durable a commencé ses activités en mai. Il soutient le service Analyse d'entreprises, lequel choisit chaque titre recommandé par la Banque Alternative Suisse.

Les titres de l'univers de placement de la BAS doivent satisfaire à des normes écologiques, sociales et éthiques strictes. Le comité d'investissement durable aide le service Analyse d'entreprises à mettre à jour et développer la méthode de sélection et le conseille, le cas échéant, lors de l'évaluation d'entreprises, de pays et d'organisations.

Le comité réunit quatre spécialistes externes issus de différents domaines d'expertise. Les critères de nomination ont porté

autant sur l'étendue de leurs compétences que sur un bon équilibre entre personnes issues de la pratique et de l'enseignement.

Les membres du comité:

Arthur Braunschweig, partenaire-gérant de E2 Management Consulting AG; **Prof. Claus-Heinrich Daub**, responsable du centre de compétence pour la gestion durable (Center for Sustainable Management) à la Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse (FHNW); **Barbara Dubach**, directrice d'Engageability; **Bettina Rügge**, analyste principale de recherche Inrate AG.

Le comité est dirigé par **Michael Diaz**, responsable du secteur Placement et membre de la direction générale de la BAS.

QU'EST-CE QUE LA «VALEUR PARTAGÉE»?

La Banque Alternative Suisse finance des projets et entreprises durables. Elle ne cherche pas à maximiser le profit pécuniaire, mais donne la priorité au développement durable et aux principes éthiques.

Dans le monde, d'autres banques proposent des services à des entreprises sociales ou à des projets consacrés aux énergies renouvelables ou aux logements à prix abordable. Il s'agit par exemple de la GLS en Allemagne, Triodos aux Pays-Bas, Vancity au Canada ou XAC en Mongolie. Ces banques appliquent le concept de «valeur partagée» (*shared value* en anglais), développé par Michael Porter, professeur à l'Université Harvard, et transposé à des entreprises du secteur financier.

La nouveauté de cette approche est l'hypothèse qu'un bénéfice social ou environnemental ne doit pas forcément impliquer la diminution du gain financier. Le concept suppose qu'une entreprise peut réaliser un bénéfice à la fois financier et social, si ses produits et services répondent aux besoins sociétaux. Les auteurs pensent même qu'à l'avenir, seules les entreprises misant sur des valeurs sociales seront fructueuses.

Le fait que le concept de «valeur partagée» ait été publié par l'un des plus éminents spécialistes des stratégies d'entreprise, dans le célèbre journal d'affaires *Harvard Business Review**, montre que l'idée fait lentement, mais sûrement son chemin dans la pensée entrepreneuriale classique, et avec elle la notion d'activité bancaire sociale (ou *social banking*). Confirmation du succès de ce concept: la somme du bilan des banques regroupées au sein de la *Global Alliance for Banking on Values* a augmenté d'environ 10 pour cent chacune des cinq dernières années.

Olaf Weber est professeur agrégé, chaire Exportation et développement Canada (EDC) en finance environnementale à l'Université de Waterloo.

*M.E. Porter & M.R. Kramer, «Creating Shared Value», in: *Harvard Business Review*, 2011, n° 89.

BON ANNIVERSAIRE À LA BAS!

Texte: Anna Sax, photos: Jean-Christophe Dupasquier



Une salle comble, des débats animés, des discours élogieux, des suggestions critiques, le tout ponctué de musique: voilà qui a caractérisé l'assemblée générale de la BAS, qui fêtait ce jour-là son 25^e anniversaire.

La Banque Alternative Suisse SA a fêté son 25^e anniversaire lors de son assemblée générale, à la Maison du peuple de Zurich. Près de 500 actionnaires y ont participé: un record. De nombreuses personnes présentes appartenaient à la génération des fondatrices et fondateurs. Par exemple Rudolf Strahm qui, dans son exposé, s'est réjoui de la stabilité de la BAS en cette période d'errements de la finance.

«Nous vivons dans un monde qui va mal.» Eric Nussbaumer a commencé par ces mots son discours à l'assemblée générale 2015 de la BAS. «Les droits humains sont remis en question, le bellicisme prend de l'ampleur en Europe.» Le président du conseil d'administration a évoqué les problèmes sociaux qui nécessitaient une solution urgente voilà 25 ans déjà. Il a dit sa fierté que la BAS ait initié un changement de cap vers l'abolition de facto du secret bancaire, même si la crise financière y a aussi contribué: «Nous avons été une pionnière crédible.» Pour Eric Nussbaumer, la BAS est une entreprise de «modernité solidaire». Emprunté à Ulrich Brand, le terme qualifie la recherche, par les êtres humains, d'un mode de vie plus durable.

Des chiffres réjouissants

Martin Rohner, président de la direction, a pu annoncer des chiffres très satisfaisants:

33 000 clientes et clients, soit 2500 de plus que l'année précédente, ont confié à la BAS près de 1,5 milliard de francs, ce qui représente une augmentation de 180 millions par rapport à 2013. Le volume des dépôts s'est, lui aussi, fortement renforcé: plus 15,8 pour cent. Depuis la crise financière, la BAS a connu une progression de 10 pour cent environ chaque année. La somme du bilan a même augmenté de 14,5 pour cent en 2014. Le bénéfice brut s'est élevé à 7,1 millions de francs (+14,5 pour cent) et le bénéfice de l'exercice à 1,1 million. En d'autres termes: la Banque est très fructueuse d'un point de vue économique. Martin Rohner s'est demandé si un bénéfice annuel si élevé était adéquat pour la BAS. Oui, a-t-il lui-même répondu, car la croissance et la rentabilité sont importantes pour elle également. Il ne s'agit pas de remplir une cagnotte pour des bonus, mais de poursuivre le déve-

veloppement des activités. Un nouvel instrument devrait y contribuer, que la Banque a introduit spécialement afin de mesurer la valeur ajoutée de ses financements: une «analyse d'impact», qui fait encore une fois de la BAS une pionnière dans le domaine bancaire. Dans le domaine des énergies renouvelables, pour commencer.

Le lancement de la gestion de fortune est un succès, et le résultat de la campagne de souscription d'actions a de quoi réjouir au plus haut point: la BAS compte 10 pour cent d'actionnaires en plus qu'en 2013. Le ratio des fonds propres atteint maintenant 13,5 pour cent, bien au-dessus des exigences légales. Afin de rester à ce niveau, le conseil d'administration a proposé une nouvelle augmentation de capital, accompagnée d'une campagne de souscription d'actions. Comme précédemment, les petits actionnaires sont les plus nombreux, mais la décision de l'année dernière de faire passer de 3 à 5 pour cent la limite pour le droit de vote a rendu la BAS plus attractive également pour les investisseuses et investisseurs institutionnels. La caisse de pensions Nest est, à ce jour, la seule actionnaire à disposer de plus de 3 pour cent du capital-actions. Des discussions sont en cours avec d'autres investisseuses et investisseurs.

M. Rohner s'est exprimé sur les taux d'intérêt négatifs de la Banque nationale suisse (BNS), lesquels frappent tout particulièrement la BAS. Ils entraînent des coûts élevés pour la Banque, ce qui l'a contrainte à réduire ou supprimer ses propres taux d'intérêts sur tous les produits passifs. La BAS reporte les intérêts négatifs sur les comptes

LA 24^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA BAS A

- approuvé le rapport de gestion du conseil d'administration et de l'organe de contrôle d'éthique;
- approuvé les comptes annuels, le rapport de l'organe de révision et l'utilisation du bénéfice;
- donné décharge au conseil d'administration;
- créé un capital autorisé à hauteur de 23 millions de francs;
- élu pour un nouveau mandat la conseillère d'administration Dana Zumr et le conseiller d'administration Patrick Schünemann;
- accepté la démission de François Vuille du conseil d'administration, pour des raisons professionnelles;

Les chiffres de l'exercice 2014 de la BAS ont déjà été publiés dans l'édition précédente de moneta (1-2015).



utilisables pour le trafic des paiements et dont le solde créancier est important. Cela devrait motiver la clientèle à investir son argent à long terme à la BAS.

Prises de parole et débats

L'assemblée générale a approuvé à une large majorité toutes les propositions du conseil d'administration vis-à-vis de l'assemblée générale. Des actionnaires ont toutefois pris la parole en relation avec différents points de l'ordre du jour. Werner Kallenberger a soutenu la campagne pour l'initiative «Monnaie pleine». Max Deml, actionnaire fondateur de la BAS habitant à Vienne, a suggéré avec malice que la Banque entre dans le capital de la BNS et influe sur sa politique. Finalement, le rapport de l'organe de contrôle d'éthique par Ulrich Thielemann – consacré à la politique de dividendes – a suscité un petit débat sur le ratio entre impôts et dons volontaires. L'exonération d'impôts du dividende reporté des réserves issues d'apport de capital n'est pas tolérable pour certaines et certains actionnaires, depuis son introduction consécutive à la réforme de l'impôt sur les sociétés en 2011. Ueli Nagel a proposé que les actionnaires décident librement de recevoir des dividendes imposables ou exonérés d'impôt.

Fête d'anniversaire avec orchestre

L'orchestre bernois Traktorkestar a donné le signal de départ de la fête d'anniversaire, laquelle s'est poursuivie avec le discours de félicitations de Rudolf Strahm, économiste, ancien surveillant des prix et homme politique socialiste. Il a mis en évidence

le rôle de pionnière de la BAS dans l'histoire économique: la Banque a été la première institution à travailler avec une éthique dans le secteur bancaire. Des nouvelles venues et des suiveuses l'ont imitée depuis. Parmi celles-ci, la Banque Sarasin, qui s'est agressivement positionnée sur le marché des placements bancaires éthiques avec une stratégie commerciale fûtée et dans l'air du temps ainsi qu'avec des fonds écologiques. «Cette banque appartient maintenant à un conglomérat financier brésilien», a expliqué M. Strahm en rappelant que ce n'est pas la première fois que les produits alternatifs deviennent chics. En tant que «vieux tiers-mondiste» et cofondateur de la Déclaration de Berne, il a vécu l'apparition soudaine des sacs de jute dans les salons de coiffure et les boutiques de mode.

Après une incursion dans l'histoire du secret bancaire et du lobbying bancaire, l'économiste expérimenté a fustigé le retour de la BNS à la «politique d'étranglement monétariste» des années 1990, sans aucun égard pour le bien-être commun et l'emploi. Il ne sera pas facile à l'avenir, pour la BAS et ses actionnaires, de faire ce qu'il faut pour trouver l'équilibre entre éthique et profit. C'est ce qu'a prédit M. Strahm, avant de conclure son discours en citant Kurt Marti: «Il est bien difficile pour la nouveauté de prouver qu'elle est meilleure.»

L'orchestre s'est ensuite mis à jouer un retentissant «joyeux anniversaire» sur un rythme jazzy post-balkanique, pour lancer la partie festive de l'après-midi. Au programme, un récital de poésie slam par Melissa Nicole Varela, plus jeune d'une quaran-

taine d'années que la moyenne du public: «Où un banquier alternatif passe-t-il ses vacances? Dans les Alpes? Pas d'électricité, de l'eau de la source, pas d'internet. L'horreur. Pour moi.» Puis a eu lieu l'atelier de Selina Lauener, consacré aux valeurs et qui a recueilli les réponses à ces trois questions: Qu'est-ce qui rend votre vie précieuse? Qu'est-ce qui mérite davantage de considération? Qu'est-ce qui est surfait? L'artiste a récolté les réponses et les a imprimées sur des coupons de tissu qu'elle a accrochés à une corde à linge et que d'autres ont décrochés. Hannelore Moser a par exemple fait imprimer ceci: «Il faut savoir apprécier pour que l'on nous apprécie», et elle a emporté un morceau de tissu orné de la phrase «Vivre avec son cœur et son âme». Pourquoi? «Parce que c'est ce que je fais et c'est pourquoi je suis même parfois appréciable. Mais à présent, je suis fatiguée.»

Sur la «liste de vœux BAS 2030», on a pu lire – outre plusieurs variantes de «continuez comme ça» – l'espoir qu'il n'y ait «plus aucune photo dans les premières pages de moneta et plus de journal, mais une lettre d'information au contenu intéressant = neutre, avec une bonne bande dessinée. Marre de tous ces articles. Déluge d'images, déluge de textes: ASSEZ, ÇA SUFFIT.» La rédaction de moneta espère que la majorité des lectrices et lecteurs ne voient pas les choses aussi crûment.

Sur www.bas.ch/assembleegenerale, vous pouvez (ré)écouter le discours de Rudolf Strahm et la prestation de Melissa Nicole Varela.

LE PAGINE DELLA BAS



BUON ANNIVERSARIO ALLA BAS!

Testo: Anna Sax
Foto: Jean-Christophe Dupasquier

In occasione dell'Assemblea generale, la BAS ha festeggiato il suo 25° anniversario presso il Volkshaus di Zurigo. Un'affluenza così numerosa non si era mai vista: tra azioniste e azionisti c'erano circa 500 persone. Molti dei presenti appartenevano alla generazione fondatrice, così l'oratore ufficiale Rudolf Strahm, che si è rallegrato della stabilità della BAS in tempi di affari finanziari loschi.

«Viviamo in un mondo che sta degenerando»: così ha esordito all'Assemblea generale il Presidente del CdA, Eric Nussbaumer, con il suo discorso che verteva sull'anno d'esercizio 2014 della BAS. «I diritti umani sono messi in discussione, la voglia di guerra si fa nuovamente sentire anche in Europa, e sempre più forte.» Nussbaumer ha fatto riferimento ai problemi sociali, che già 25 anni fa richiedevano una soluzione urgente, dichiarandosi fiero del cambiamento di rotta instaurato dalla BAS, che conduce, de facto, all'abolizione del segreto bancario. Anche se la crisi finanziaria ha svolto il suo ruolo in quest'ambito, Nussbau-

mer sostiene che «noi siamo stati un precursore attendibile.» Per lui la BAS è un'impresa della «modernità solidale». Il concetto - che s'ispira a Ulrich Brand - starebbe per la ricerca, da parte dell'uomo, di un modo di vita sostenibile.

Cifre lusinghiere

Martin Rohner, Presidente della Direzione Generale, ha presentato cifre lusinghiere: 33000 clienti, 2500 in più dell'anno precedente, hanno confidato alla BAS quasi 1,5 miliardi di franchi, 180 milioni in più rispetto allo scorso anno. Con un più 15,8 per cento, anche il volume dei depositi è au-

mentato considerevolmente. Dall'inizio della crisi finanziaria la BAS è cresciuta in media ogni anno del 10 per cento circa; nel 2014 il totale di bilancio è aumentato addirittura del 14,5 per cento. L'utile lordo è stato di 7,1 milioni di franchi (+14,5 per cento), l'utile annuo di 1,1 milioni. In altre parole: la BAS è, economicamente parlando, un'impresa di successo. Martin Rohner ha sollevato la questione, se un utile annuo tanto consistente sia appropriato per la BAS. Sì, è stata la sua risposta, poiché anche per la BAS la crescita e la redditività sono importanti, non certo per riempire il paniere bonus, ma per sviluppare ulteriormente gli affari. A tale proposito dovrebbe contribuire il nuovo strumento di cui si è dotata la banca: si tratta dell'analisi degli effetti, appositamente introdotta per identificare il valore aggiunto dei finanziamenti. Ancora una volta, tra tutte le banche è la BAS ad addentrarsi in un territorio del tutto nuovo.

Il lancio della gestione patrimoniale è felicemente riuscito ed anche il risultato della campagna azionaria è stato oltremodo soddisfacente: la BAS conta il 10 per cento di azionisti in più rispetto all'anno scorso. La quota di capitale, nettamente superiore ai requisiti legali, è ora pari al 13,5 per cento. Per garantire questo stato di cose, il CdA eseguirà un nuovo aumento di capitale e lancerà una campagna azionaria. Come sempre sono i piccoli azionisti a caratterizzare l'immagine della BAS, nonostante la decisione presa lo scorso anno, di aumentare il limite del diritto di voto dal 3 al 5 per cento del capitale, ciò che ha sicuramente reso la BAS più attrattiva anche per gli investitori istituzionali. La cassa pensione Nest è finora l'unica azionista che detiene una quota azionaria superiore al 3 per cento, ma sono in corso trattative con altri investitori.

Come punto dolente Rohner ha affrontato il tema dei tassi d'interesse negativi della Banca nazionale visti in prospettiva, dai quali la BAS sarebbe particolarmente colpita. Causando costi elevati, la Banca ha ridotto o abolito di propria iniziativa gli interessi su tutte le passività. Su importi elevati dei conti per il traffico dei pagamenti la BAS addebita a sua volta gli interessi negativi. Questo dovrebbe motivare la clientela ad investire a lungo termine il proprio denaro presso la BAS.

Discorsi e dibattiti

Le proposte assembleari sono state approvate a larga maggioranza secondo le in-

dicazioni del Consiglio di amministrazione; alcune azioniste e azionisti, però, hanno chiesto di intervenire su diverse trattande. Werner Kallenberger si è pronunciato a favore dell'iniziativa «Moneta intera»; Max Deml, azionista fondatore della BAS di Vienna, ha fatto l'occhiolino alla BAS, proponendole di acquisire partecipazioni della Banca Nazionale, per influenzarne la politica. Infine Ulrich Thielemann, con il suo rapporto dell'ufficio etico sulla politica dei dividendi, ha innescato un piccolo dibattito sul rapporto esistente tra tasse e donazioni volontarie. La distribuzione dei dividendi esentasse derivanti dalle riserve degli investimenti da capitale sono una spina nel fianco per qualche azionista, da quando tale pratica è stata adottata nel 2011 con la riforma fiscale delle imprese. Ueli Nagel ha suggerito che gli azionisti avrebbero dovuto poter scegliere se percepire i dividendi esenti o soggetti a imposta.

Celebrazione dell'anniversario con l'orchestra di strumenti a fiato

La band bernese Traktorkestar ha dato il via alla festa di anniversario, che è proseguita con il discorso gratulatorio dell'economista Rudolf Strahm, ex Mister Prezzi e politico socialista. Strahm ha dato risalto al ruolo pionieristico storico-economico assunto dalla BAS, la prima istituzione ad aver introdotto dei principi etici nel settore bancario. Nel frattempo la BAS sarebbe stata imitata da nuovi arrivati ed emulatori, ad esempio la Banca Sarasin che, con i suoi fondi eco-

logici e un abile marketing conforme allo spirito dei tempi, si sarebbe addentrata in modo aggressivo negli investimenti etici dell'attività bancaria. «Ora questa banca fa parte di un conglomerato finanziario brasiliano», ha osservato Strahm. Da buon «vecchio terzomondista» e co-fondatore della Dichiarazione di Berna avrebbe assistito all'apparizione dei sacchi di juta nei negozi da parrucchiere e nelle boutique di moda.

Dopo un excursus nella storia del segreto bancario e del lobbying bancario, l'esperto economista ha aspramente criticato la ricaduta della Banca Nazionale nella «politica monetaria strangolatrice» degli anni '90, senza riguardo alcuno per il benessere sociale generale e per i posti di lavoro. In futuro, per la BAS e i suoi azionisti non sarà tanto facile fare la cosa giusta, trovare il giusto equilibrio tra etica e profitto: così ha concluso Strahm il suo discorso di anniversario, citando infine Kurt Marti: «Il nuovo ha difficoltà a dimostrare di essere meglio del vecchio».

Poi le note dell'orchestra hanno messo fine ai discorsi, passando - con un sound post-balciano e un altisonante «Happy Birthday» - alla parte festosa del pomeriggio. Tra gli eventi il Poetry Slam, la competizione tra poeti, con il recital di Melissa Nicole Varela, di circa 40 anni più giovane rispetto all'età media dei partecipanti: «Dove trascorre le vacanze un banchiere alternativo? Sulle Alpi? Niente elettricità, acqua di sorgente, senza Internet. È orribile, per me!» Poi è stata la volta del workshop dei valori di Selina Lauener, che ha raccolto le risposte a tre domande: che cosa rende la vostra vita preziosa? Che cosa meriterebbe una considerazione maggiore? Che cosa sopravvalutiamo? Ha scritto a mano le risposte, le ha stampate su tela e le ha appese alla corda per stendere il bucato, da dove in seguito altri le hanno prese. Hannelore Moser, ad esempio, ha fatto stampare: «Chi non riesce a godersi la vita, è intrattabile» e ha preso un pezzo di stoffa dalla corda del bucato con la scritta: «Vivere con anima e cuore». «Come mai», le è stato chiesto? «Perché io sono così», ha spiegato lei, «quindi talvolta sono addirittura trattabile. Ma ora sono stanca». Sulla «lista dei desideri BAS 2030», oltre alle diverse varianti di «vai avanti così» si trovava anche la nota: «Non mettere foto all'inizio della rivista Moneta e non farne un giornale, bensì un buon foglio informativo = fatti concreti accompagnati da un buon fumetto. Basta con tutti quegli articoli. Quella marea di articoli: VIA, BASTA». La redazione di Moneta spera che la maggioranza dei lettori non la pensi in modo così radicale.

Su www.bas.ch/assembleagenerale potete riascoltare l'intervento di Rudolf Strahm e l'esibizione di Melissa Nicole Varela.

IN VACANZA? ABILITATE LA CARTA MAESTRO!

Avete intenzione di trascorrere le vacanze in Marocco o in India? Allora non dimenticate di abilitare la vostra carta Maestro per la destinazione prescelta.

Per proteggervi da eventuali truffe, la vostra carta Maestro può essere utilizzata solo in Svizzera e in Europa. Per tutti gli altri paesi del mondo dovete abilitare la vostra carta per il periodo di durata del vostro soggiorno. Lo potete fare tramite l'e-banking della BAS. Troverete la relativa funzione alla voce del menu «Carte». Nel caso in cui non aveste un accesso e-banking, il team di consulenza della BAS sarà lieto di abilitare la carta per voi per la regione desiderata. Contattateci al numero +41 62 206 16 16.

Un elenco dei paesi normalmente abilitati e un elenco delle regioni che possono essere ulteriormente abilitate è reperibile sul sito www.abs.ch/geoblocking

Troverete altri consigli per vacanze spensierate sul sito: www.bas.ch/vacances

UNA STORIA INSOLITA

«È il mercato che decide se un istituto finanziario, che tenta di opporsi agli sviluppi del mercato, sarà mai in grado di affermarsi.» Così nel 1990 la testata turgoviese «Thurgauer Zeitung» commentava la fondazione della Banca Alternativa Svizzera (BAS). 25 anni più tardi si può affermare che il mercato ha deciso a favore della BAS! Ciò che la battaglia della BAS aveva iniziato come esperimento socio-politico, è oggi una banca di successo, sociale ed ecologica, la banca di fiducia della gente che, con la sua attività, s'impegna a favore di un'economia e di una società improntate alla socialità e al rispetto ambientale. Il percorso che la banca ha segnato in questi anni è documentato nel libro «Die Geschichte einer aussergewöhnlichen Bank: Die Alternative» (Storia di una banca straordinaria: la Banca Alternativa). In occasione dei suoi 25 anni di esistenza, la BAS ha rielaborato e ristampato l'opera di circa 100 pagine.

Ordinate subito un esemplare gratuito sul sito: www.bas.ch/histoire

LA 24^A ASSEMBLEA GENERALE DELLA BAS

- ha approvato la relazione annuale del Consiglio di amministrazione e dell'ufficio etico
- ha approvato il conto economico, il rapporto di revisione e la destinazione degli utili;
- ha dato scarico al Consiglio di amministrazione;
- ha creato capitale autorizzato per un importo di 23 milioni di franchi;
- ha riconfermato il mandato alla Consigliera di amministrazione Dana Zümr e al Consigliere di amministrazione Patrick Schünemann;
- ha congedato dal Consiglio di amministrazione François Vuille, che si è dimesso per motivi professionali.

Le cifre della BAS relative al rapporto d'esercizio 2014 sono state pubblicate nella precedente edizione della rivista moneta 1-2015.

A la recherche des bornes perdues

Barbara Fleith est partie à la recherche de bornes médiévales qui délimitaient le territoire d'une ancienne chartreuse, au pied du Salève, dans la région de Genève. Elle donne les pistes pour retrouver ces signes centenaires.

Entretien : Cathy Savioz

Barbara Fleith, quel est le kit du parfait chercheur?

Dans la campagne ou la forêt, on perd vite son orientation. Il faut donc bien se documenter au préalable. Pour ma part, j'ai cherché les anciennes limites de la chartreuse de Pomier. J'ai consulté les frontières des cartes anciennes et des cadastres où figure parfois l'expression « roc marqué ». Je les ai transposées sur Google Map. Puis, je suis partie avec mon sac à dos, mes cartes et une brosse pour enlever la mousse qui recouvre les bornes. Parfois, il faut une demi-journée pour repérer une pierre. Il faut être motivée, avoir de la patience et se sentir bien dans les prairies et forêts retirées.

Votre recherche a-t-elle été couronnée de succès?

Oui, j'ai trouvé plusieurs blocs erratiques et pierres avec une croix gravée, signe d'une borne. Mais les cartes mentionnent des bornes qui n'ont pas été retrouvées. Il faudrait en faire un inventaire plus systématique pour pouvoir mieux les interpréter. Par exemple, une borne porte une croix spéciale, dont un bras se termine en « fourche ». Ce motif se retrouve sur la pierre de justice à Soral (GE). C'est devant la pierre de justice que les condamnés étaient remis aux autorités séculières. En effet, seules celles-ci avaient le droit d'exécuter la sentence de mort.

Pourrez-vous reconstituer les frontières de cette chartreuse?

Oui, c'est possible, bien qu'il y ait encore du travail. Par chance, les actes ont été conservés, car ils étaient établis en deux exemplaires. Pour ma recherche, ils se trouvent aux archives de la Grande Chartreuse, mais aussi à Genève, le siège de l'évêché de l'époque.

Où est-il possible de découvrir des bornes?

Assurément dans les zones frontalières, mais aussi aux alentours des chartreuses. Cet ordre, fondé en 1084 par saint Bruno dans la région de Grenoble, s'est répandu dans les régions préalpines, comme le Salève. Il y en avait beaucoup en Suisse. Les moines se retiraient dans des zones inaccessibles, garantissant la solitude – le « désert » – pour y construire leur cloître et y mener une vie contemplative.

Pourquoi des bornes autour des chartreuses?

Parce que les chartreux avaient une conception précise de leurs espaces de vie. Bernard Andenmatten, historien à l'Université de Lausanne, les a bien décrits. Ces espaces forment des cercles concentriques: il y a la cellule du moine, puis les espaces communs dont l'église et le réfectoire, puis le désert, soit l'espace hors les murs pour la balade hebdomadaire, et enfin la zone agricole qui approvisionnait la communauté.

Avez-vous eu des surprises?

Oui, la pratique des délimitations des chartreux m'a ébranlée. Ainsi, les moines posaient les bornes avant même d'être propriétaires. Ils délimitaient le terrain dont ils projetaient l'acquisition, sous la protection de l'évêque. On imagine que la création du « désert » n'allait pas sans frottements avec les paysans locaux qu'il fallait dédommager ou expulser.



Photo: r.mad

Barbara Fleith est médiéviste, spécialiste en littérature allemande médiévale. Elle enseigne aux Universités de Lausanne et Genève.

Faut-il être médiéviste pour trouver des bornes médiévales?

Non, pas du tout. Il y a beaucoup de gens qui s'y intéressent. Par exemple, les paysans qui travaillent la terre les connaissent bien. Ils sont parfois gênés par la position des bornes anciennes. D'autres personnes en connaissent l'existence par les récits de leur région et par goût du patrimoine régional. Elles sont attachées à l'histoire de leur territoire.

Comment passe-t-on de la littérature aux bornes médiévales?

Je m'intéresse à la culture du Moyen Âge et aux écrits religieux, notamment ceux des moniales. Les textes permettent de comprendre la pensée médiévale, mais aussi la vie spirituelle de l'époque. Et d'un coup, au milieu de la nature, on bute sur les limites de la vie contemplative, c'est-à-dire l'espace du désert... et ses bornes. Au Moyen Âge, tout ce qui existe est signe d'autre chose. En ce sens, les bornes sont un signe entre le monde et le désert. Et... on peut encore y croire.